



COMMUNE DE VELLERON

ARRÊTÉ MUNICIPAL 2026-008
POUR INTERVENTION D'URGENCE ET D'ENTRETIEN :
SUEZ Eau France
ANNEE 2026

Le Maire de la commune de VELLERON (Vaucluse)

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L 2212-2 et L 2213-1,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu la demande en date du 13/01/2026 par laquelle l'entreprise SUEZ Eau France S.A.S Agence Vaucluse 1295 Avenue J-F KENNEDY CS 30226 84206 CARPENTRAS CEDEX sollicite l'autorisation d'occuper le domaine public de façon permanente lors d'intervention d'urgence sur les réseaux d'alimentation d'eau potable de jour comme de nuit pour l'année 2026.

Considérant qu'il y a lieu de prendre des mesures dans le but de garantir la sécurité de tous pendant les travaux,

ARRÊTÉ

Article 1 – Le pétitionnaire est autorisé à exécuter les travaux qui font l'objet de sa demande, à charge pour lui de se conformer aux dispositions de l'arrêté réglementaire visé ci-dessus et aux conditions suivantes :

Article 2 – La signalisation du chantier devra être conforme à l'arrêté interministériel du 10 juillet 1974, livre I, 8è partie « signalisation temporaire ». Un panneau de limitation de vitesse à 30km/h sera placé au droit du chantier.

Article 3 - Pour éviter tout risque d'accident, si besoin, la circulation sera interdite ou l'alternance de la circulation sera réglée par des ouvriers munis de piquets mobile K10 ou au moyen de feux tricolores pendant toute la durée des travaux.

Article 4- Des panneaux d'interdiction et de déviation seront mis en place par l'entreprise et maintenus pendant toute la durée des travaux.

Article 5- Le permissionnaire sera responsable des incidents ou accidents de toute nature qui pourraient en résulter, pour son installation, soit du fait de la circulation, soit du fait de l'état de la chaussée, des accotements, ou tous ouvrages publics, soit enfin du fait des travaux exécutés sur le domaine public dans l'intérêt de celui-ci ou de la sécurité publique. Les droits des tiers sont en demeurent expressément réservés. La chaussée sera remise en état à la fin des travaux.

Article 6- En cas de nécessité urgente, la largeur de la chaussée sera restituée à tout moment pour les besoins de la circulation notamment pour assurer le passage des véhicules de la protection civile, d'ambulance et d'incendie.

Article 7– La police Municipale et la Gendarmerie de Pernes les Fontaines sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément aux dispositions de l'article L.2212-5 du code général des collectivités territoriales.

Article 8 - Ce présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Nîmes, dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

VELLERON, le 13 janvier 2026

Le Maire,
M. Philippe ARMENGOL

P/o Le Maire par délégation
Hervé Berenguer

